A envoyer par lettre recommandée avec demande d’avis de réception

Sage-femme X… A…

Nationalité -Lieu de naissance

Adresse

Adresse mail

Téléphone

A l’attention de Monsieur, Madame [hébergeur du site/blog],

Adresse postale de l’hébergeur,

*Voir les mentions légales*

A [lieu de la sage-femme,]

Le [date de jour,]

Objet : notification de demande de retrait d’une publication illicite

PJ : 2

Monsieur, Madame,

Le message « écrit/sonore » de « nom/pseudonyme de l’auteur du message » publié le… sur le site internet « titre du site/blog/forum » accessible à l’adresse suivante « … » ou dans la rubrique « titre de la rubrique » à l’adresse suivante « … » constitue une injure à mon encontre / une diffamation à mon encontre / une atteinte à ma vie privée / une incitation à la haine, à la discrimination à la violence.

En effet, selon le message …. (Les caractères injurieux, diffamatoires, attentatoire à la vie privée, incitatif à la haine doivent être évident pour votre destinataire).

A ce titre, la publication méconnaît les dispositions de l’article 29 alinéa 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (injure) / l’article 29 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (diffamation) / l’article 9 du code civil relative au droit au respect de sa vie privée / l’article 24 de la loi du 29 juillet 1881 (incitation à la discrimination, haine, violence).

Vous trouverez une copie d’écran montrant la publication en cause en pièce jointe.

Option n°1 : En date du […], j’ai adressé une mise en demeure de suppression de ladite publication à son auteur/et ou à l’éditeur du site/forum/blog que vous trouverez en pièce jointe restée à ce jour sans réponse.

OU

Option n°2 : Le site internet/le blog/le forum n’indique pas les coordonnées d’identification de l’éditeur.

En conséquence, je vous demande de procéder au prompt retrait de la publication litigieuse en application de l’article 6 I.5 de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l’économie numérique (LCEN).

En cas de non-exécution de votre obligation en vertu de l’article précité, dans un délai d’un mois, j’introduirai une action à votre encontre devant les tribunaux de droit commun.

Je vous prie de croire, Madame/Monsieur…

Signature de la sage-femme

PJ : copie d’écran montrant la publication en cause

copie de la mise en demeure